

## La FQPPU lance la pétition **NON** à la Loi Courchesne - Avant toute législation, des États généraux sur l'université québécoise

Montréal, le 23 mars 2009 – Considérant qu'il faut cesser d'intervenir à la pièce si on veut éviter le naufrage de l'institution universitaire québécoise, la FQPPU appelle de toute urgence à la tenue d'États généraux et, à l'instar des syndicats de professeures et professeurs d'universités à travers le Québec, s'oppose à une loi sur la gouvernance universitaire.

La Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université lance, à la communauté universitaire et à toute personne intéressée par l'avenir de l'université, une invitation à signer la pétition qu'elle vient de mettre en ligne sur le site : [www.nonAcourchesne.com](http://www.nonAcourchesne.com). Cet appel à la mobilisation a pour objectif de dire :

**NON** à une loi qui veut confier les destinées des universités à une majorité d'administrateurs dont les valeurs sont étrangères au milieu universitaire **et** qui vient réduire la participation des représentants internes;

**NON** à une loi qui risque d'accentuer des pratiques propres au secteur privé sans pour autant protéger des dérives immobilières invoquées par la Ministre Courchesne pour justifier l'imposition d'une loi sur la gouvernance universitaire;

**OUI** à des **États généraux** où les acteurs institutionnels, politiques et la société civile s'entendront sur un projet commun, une Charte protégeant l'université comme institution et établissant les repères pour une saine gouvernance des établissements universitaires dans le respect de leurs valeurs et missions.

L'université s'est beaucoup transformée depuis plus d'une décennie. La recherche universitaire est financée certes, mais soumise à de telles contraintes qu'on en vient à une « censure par obligation ». Pendant ce temps, l'enseignement universitaire crie famine et le lien université-entreprise s'impose de plus en plus comme le modèle : compétition effrénée pour la « clientèle », ouverture de « succursales » sur le terrain des voisins, accroissement du nombre de gestionnaires n'ayant aucune expérience de l'université. Ce n'est pas une loi qui corrigera ces dérives. Comme le souligne Pierre Hébert, vice-président de la FQPPU, dans une récente lettre ouverte<sup>1</sup>, « Après ces quinze années dans des eaux agitées, il importe, de toute urgence, de tenir des États généraux afin de déterminer quel type d'université nous voulons (et ne voulons pas) ».

- 30 -

Source : FQPPU  
514-843-5953

---

<sup>1</sup> [\*Le récent budget fédéral attaque scandaleusement les sciences humaines – De toute urgence, des États généraux sur l'université québécoise !\*](#) – parue sur *Cyberpresse.ca*, le 9 mars 2009 sous le titre *Vite, des États généraux sur l'université*

[www.fgppu.org](http://www.fgppu.org)